

Enfants de Partout

numéro
172

La revue des donateurs du BICE - bice.org



AVEC VOUS DEMAIN
**Le droit à l'éducation
dans un Mali en crise**

EN DIRECT DU TERRAIN
**Plaider la cause
des enfants à l'ONU**

PORTRAIT
**Blanca Fuentes,
engagée pour l'éducation**

Encore enfants et déjà mamans



Sommaire

P. 3

Avec vous demain

Lutter contre l'abandon scolaire au Mali

P. 4 et 5

Dossier

Grossesses très précoces : des enfances détruites

P. 6

En direct du terrain

Plaider la cause des enfants de RDC à l'ONU

P. 7

Portrait

Blanca Fuentes, un engagement pour l'éducation des enfants au Guatemala

P. 8

Agenda

- Les gagnants de notre concours de critiques
- Une nouvelle publication pour le BICE

Prière

Prière de Jean-Paul II

ÉDITO

Quand l'engagement porte



“ Chères donatrices, chers donateurs, Incendies, guerre en Ukraine, pénurie de gaz... les raisons de s'inquiéter pour l'avenir des enfants ne manquent pas. L'action reste alors le meilleur remède pour éviter de désespérer, et contribuer, à notre échelle, à un monde meilleur. C'est en tout cas

notre conviction, au BICE, celle qui nous porte. Dans nos actions sur le terrain auprès des enfants, comme au Mali par exemple, où nous luttons, avec notre partenaire, contre l'abandon scolaire. Ou dans les initiatives de plaidoyer que nous menons à tous les niveaux de décision. L'intervention de Béné Kimathé, de *Ghovodi*, l'un de nos partenaires de RD Congo, devant le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU nous donne l'occasion de vous expliquer dans ce numéro le fonctionnement du plaidoyer international et en quoi il est utile.

Pour améliorer les situations, encore faut-il commencer par les nommer. Je pense au problème des grossesses de jeunes filles de moins de 15 ans, thème de notre dossier. Comme s'il s'agissait d'un impensé, aucune étude n'avait été menée jusque-là pour en connaître le nombre à travers le monde. L'Ined* vient d'en publier une. C'est un premier pas pour que des politiques publiques puissent être mises en place afin que les fillettes ne soient pas privées de leur enfance.

Olivier Duval, Président du BICE

*Institut national d'études démographiques

DE VOUS À NOUS

Nouveaux partenaires du BICE

Le BICE est heureux d'accueillir trois nouvelles structures au sein de son réseau.

La première, *Cecodap*, protège les enfants contre les violences au Venezuela, la *Fondation Bolivia Digna* (FBD), accompagne des enfants issus de communautés autochtones en Bolivie et *Vivre dans l'espérance* (VIE), lutte contre le sida et aide plus généralement les enfants fragilisés au Togo. Le BICE soutenait déjà les deux premières organisations dans leurs actions de terrain. En accédant au statut de membre du réseau, elles pourront participer plus directement aux activités proposées par le BICE

(rencontres inter-régionales entre partenaires, partages d'expertises, plaidoyer international ou encore formations) et renforcer leurs projets de terrain. Nous leur souhaitons la bienvenue.



Remerciements aux donateurs

« Pour récolter, il faut semer », M. Merian.

Merci à Monsieur Merian (Morbihan), donateur du BICE, qui nous a proposé de faire connaître *Enfants de Partout* dans huit paroisses de sa région. Ainsi, cet été, une centaine d'exemplaires du numéro 170 ont pu être distribués à Damgan, Rochefort-en-Terre, Questembert, Muzillac, la chapelle de Pénerf... Si, vous aussi, vous souhaitez organiser une telle action autour de vous, n'hésitez pas à nous contacter : contact@bice.org

Lutter contre l'abandon scolaire au Mali, dans un contexte de crises multiples

Les crises sécuritaire, sanitaire, politique et économique se succèdent au Mali depuis dix ans et mettent à mal le développement du pays. Face à une inflation galopante, les familles les plus pauvres sont parfois obligées de faire travailler leurs enfants. Le BICE et son partenaire, le BNCE-Mali, se battent contre l'abandon scolaire.

Depuis dix ans et les premières attaques djihadistes, le Mali enchaîne les crises et les difficultés dans un contexte de peur et de désordre. « *Les restrictions mises en place pour enrayer la pandémie, l'embargo sur le Mali depuis janvier 2022¹, la crise ukrainienne, ont provoqué la hausse des prix de plusieurs matières premières, des hydrocarbures, des produits alimentaires, sanitaires et médicaux. Les familles en souffrent. La pauvreté et l'extrême pauvreté augmentent* », raconte notre partenaire. Pour faire face au très grand dénuement où elles se trouvent, beaucoup de familles de Sikasso sont tentées de faire travailler leurs enfants, soit dans leur région, zone aurifère qui emploie beaucoup de très jeunes, soit à la capitale Bamako dont l'attrait reste fort.

Éviter le décrochage scolaire

Dans ce contexte, la priorité du BICE et de son partenaire malien est d'éviter le décrochage scolaire des enfants, afin que les difficultés du pays n'affectent pas leur avenir de façon encore plus dramatique. C'est l'objectif du nouveau projet qui débute cet automne, pour une durée de 2 ans, et s'organise en trois volets. Le premier consiste à héberger 100 enfants sur les deux ans dans le centre de notre partenaire : des enfants particulièrement vulnérables qui recevront un soutien alimentaire, vestimentaire, médical et psycho-social. Des aides financières, matérielles (sous forme de kits scolaires) et administratives seront également mises en place pour leur permettre d'intégrer une école ou une formation professionnelle.

Un soutien scolaire dans les écoles

Le deuxième volet concerne 500 enfants au bord du décrochage scolaire, soit parce qu'ils travaillent et manquent ré-



Prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité au centre BNCE-Mali à Sikasso.

gulièrement l'école, soit parce qu'ils ont des difficultés d'assimilation. Grâce à un partenariat avec les écoles élémentaires de cinq communes, ces enfants bénéficieront de cours de rattrapage dispensés le soir, dans leurs écoles et par leurs propres enseignants. C'est toute l'originalité de cette action : faire appel aux professeurs présents sur place, qui subissent eux aussi les difficultés économiques du pays, et les aider grâce à la rémunération complémentaire liée aux cours. Une façon également de valoriser leur travail, et un avantage pour les enfants qui restent dans un environnement familial.

Un dispositif inspirant pour les communes

Ce type de dispositif de soutien scolaire a en outre valeur d'exemple. Il montre qu'il existe des moyens de lutter contre le décrochage scolaire si on s'en donne les moyens. C'est tout l'objet du dernier volet du projet : mener des actions de sensibilisation et de plaidoyer pour l'éducation auprès d'élus, d'acteurs clés de l'école et d'associations de parents d'élèves. Au Mali, ce sont les communes qui sont en charge du développement économique, social et culturel, et notamment de l'école et de l'appren-

92€
(soit 31€ après réduction fiscale)
c'est 3 mois de salaire pour un enseignant chargé du soutien scolaire.



Jeunes filles hébergées au centre avec leur animatrice.

tissage. Notre partenaire va s'employer à convaincre les maires d'accorder plus de place et de moyens pour l'éducation dans leurs plans de développement.

1- Le 9 janvier 2022, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont imposé des sanctions économiques et financières contre le Mali. Cet embargo a été levé le 3 juillet 2022.

VOTRE GÉNÉROSITÉ PEUT NOUS Y AIDER. D'AVANCE UN TRÈS GRAND MERCI !
donner.bice.org



Des mamans-enfants : une réalité enfin révélée

Combien sont-elles ces toutes jeunes filles qui enfantent à moins de quinze ans ? Longtemps restées invisibles faute d'être prises en compte par les démographes, ces mamans encore enfants viennent de faire l'objet d'une étude de l'Ined. Leur nombre est estimé à 400 000 par année dans le monde. Un chiffre sans doute sous-évalué mais qui permet de mieux définir les actions de prévention de ces grossesses très à risques pour la mère comme pour l'enfant.

Les cas de naissances chez des jeunes filles de moins de 15 ans restent marginaux. Ils le sont du moins en termes d'impact sur l'évolution de la croissance démographique mondiale, ce qui explique que les chercheurs ne se soient pas penchés jusqu'à présent sur le sujet. L'étude publiée en juin dernier par l'Ined a permis de faire exister ces toutes jeunes mamans dans les statistiques. Bruno Schoumaker, l'un des chercheurs de l'Université catholique de Louvain, auteurs de cette étude, explique ce qui l'a motivée. « Je travaille sur la fécondité en général d'un point de vue démographique. La division « population » des Nations unies m'a approché dans le cadre de leurs réflexions sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement en me demandant de produire des estimations sur le sujet à partir de toutes les données recueillies entre 1970 et 2020. »

400 000 mamans de moins de 15 ans par an

« Nous avons travaillé à partir des données d'état civil, quand elles existent dans les annuaires démographiques des Nations unies, poursuit Bruno Schoumaker. Dans la plupart des pays en développement, on doit par contre travailler à partir de grosses enquêtes démographiques, dans lesquelles on interroge des femmes de 15 à 49 ans sur leurs histoires de maternité. Celles-ci mentionnent les enfants qu'elles ont eus, donc également ceux qu'elles ont pu avoir avant 15 ans. C'est ainsi, en recoupant ces données et celles d'autres

sources, que nous avons estimé à 400 000 le nombre de naissances annuelles chez des mères de moins de 15 ans dans le monde. » Il s'agit bien d'une estimation, peut-être en-dessous de la réalité, mais qui rejoint le chiffre de 500 000 annoncé par les Nations unies dans un rapport sur la population mondiale. Ces naissances ont lieu pour les trois quarts au sein d'une union.

Mettre un visage et une histoire sur ces jeunes filles

Rendre compte de la réalité de ces toutes jeunes mamans et de leur vécu, c'est l'enjeu également des reportages réalisés auprès de 20 d'entre elles dans le cadre du projet #childmothers¹. « Une grande partie des grossesses chez les jeunes adolescentes ne sont pas désirées, est-il précisé en introduction du projet. La maternité précoce est souvent associée au fait que les filles ne sont pas scolarisées. Les adolescentes ont souvent un accès limité ou inexis-

« Quand l'infirmière m'a dit comment c'était d'accoucher, j'ai pensé que j'allais mourir. »

Mulega, Zambie.

tant aux informations, à l'éducation ou aux services en matière de santé sexuelle et reproductive. » C'est le cas de Mulega, originaire d'un petit village de Zambie, devenue maman à 14 ans, et qui témoigne : « Je n'avais aucune idée de comment on tombe enceinte. Je ne savais même pas que j'étais enceinte. Nous n'avons pas appris ces choses à l'école. C'est ma mère qui m'a dit que je n'allais pas bien. Quand j'ai réalisé que j'allais avoir un enfant, j'étais bouleversée et ennuyée. Ma mère aussi. » Plus tard elle ajoute : « Quand l'infirmière m'a dit comment c'était d'accoucher, j'ai pensé que j'allais mourir. »

Un sur-risque pour la mère et l'enfant

De fait, les grossesses extrêmement précoces sont des grossesses à risque, tant pour la mère que pour l'enfant. C'est ce que confirme le Dr Cyril Huissoud, du CHU de Lyon, secrétaire général du Collège National des Gynécologues Obstétriciens Français. « Chez ces jeunes adolescentes, l'organisme est encore en croissance et le métabolisme orienté vers les besoins de cette croissance. La grossesse va solliciter le corps de la maman pour le développement de l'enfant, notamment ses réserves en fer, ce qui peut entraîner des anémies. Un des problèmes principaux dans ces grossesses très précoces, c'est que la croissance osseuse n'est pas stabilisée. Le bassin n'est généralement pas suffisamment développé, de même que les articulations sur lesquelles la grossesse induit des modifications pour qu'elles soient plus mobiles. Tout cela entraîne des risques de maux de dos ou articulaires par la suite. Une grossesse augmente de 30 % le travail du cœur. Si celui-ci n'a pas terminé sa croissance, c'est un problème également. » Les risques pour le bébé sont également accrus. C'est encore ce que constate le Dr Cyril Huissoud. « Plus la maman est jeune, plus il y a de risques de prématurité, spontanée ou induite. Il faut savoir également que le risque de trisomie 21 est plus élevé quand la mère a 15 ans que quand elle en a 20. »

Des risques psycho-sociaux

« Très rares sous nos latitudes, les grossesses très précoces ont généralement lieu dans des milieux socio-éco-

« Les Talibans encouragent les mariages dès 14 ans. »

Ancienne responsable d'une ONG en Afghanistan, Rahima Noori dresse un bilan accablant pour son pays d'origine.

Les grossesses très précoces sont-elles fréquentes en Afghanistan ?

Rahima Noori : Extrêmement fréquentes. En Afghanistan, on pense que si une femme n'a pas un enfant l'année de son mariage, elle ne pourra pas en avoir plus tard. Étudiante, j'ai fait un stage au Parlement, dans la commission de la santé, de la jeunesse et des sports. J'ai pu voir les chiffres affolants concernant la mortalité à l'accouchement. Souvent en raison d'une grossesse trop précoce, mais aussi car il n'y a pas assez de médecins dans les provinces et que les filles accouchent chez elles.

Pourquoi les familles marient-elles leurs filles si jeunes ?

Les Talibans encouragent les mariages dès 14 ans, car il faut que la jeune fille ne soit jamais sortie de

chez son père. Mais même quand la loi l'interdisait, les mariages avant 18 ans étaient très courants. Quand un père marie sa fille, la famille du mari lui donne une dote, supposée servir au jeune couple, mais que la famille garde le plus souvent. Aujourd'hui, les familles sont dans un tel dénuement qu'elles « vendent » leurs filles pour réduire le nombre de bouches à nourrir. Les femmes veuves le font aussi pour préserver leurs filles des risques de viols et de déshonneur.

Et que se passe-t-il en cas de grossesse précoce hors mariage ?

Il y a une fatwa de lancée contre la jeune fille. Je me souviens avoir été à l'enterrement d'une toute jeune fille dont on nous avait dit qu'elle avait eu un cancer. En fait, son père l'avait enfermée et laissée mourir de faim parce qu'elle était enceinte.

nomiques très difficiles », observe le Dr Cyril Huissoud. C'est également ce que révèle l'étude de l'Ined. Les régions les plus pauvres sont les plus concernées : dans des pays comme le Niger, l'Angola, le Soudan du Sud ou la Mauritanie, le ratio atteint 100 naissances pour 10 000, contre 1 pour 10 000 dans les pays occidentaux. C'est un cercle vicieux, car les grossesses très précoces pénalisent l'avenir de la maman. En effet, si ce n'était déjà le cas, les jeunes filles enceintes sont obligées de se marier, et bien souvent de quitter l'école. Or on sait que plus les filles sont scolarisées longtemps, mieux elles savent prendre soin d'elles-mêmes et de leurs bébés.

Des statistiques aux mesures de prévention

L'existence même de ces premières statistiques est une bonne nouvelle. « On a montré qu'il y avait une information disponible et exploitable, constate Bruno Schoumaker. Désormais, on va pouvoir s'intéresser davantage aux circonstances

de ces grossesses et à leurs conséquences sur la vie des jeunes filles. Ce qui va nous permettre d'alimenter l'action en termes de prévention et de motiver les acteurs à investir dans ce domaine. » Grâce à ces statistiques, il va également être possible d'estimer l'efficacité des mesures qui seront prises et de celles déjà en cours.

« Il y a trente ou quarante ans, le nombre de naissances chez des mamans de moins de 15 ans s'élevait sans doute à plus d'un million par an, précise Bruno Schoumaker. La baisse qu'on peut observer s'explique par plusieurs facteurs : l'augmentation de l'âge des jeunes filles au moment du mariage ou de l'entrée dans une union ; la progression de leur taux de scolarisation, un meilleur accès à la contraception et à une information sur la santé reproductive, sur la vie relationnelle et affective. » Autant de pistes à explorer, pour espérer qu'un jour, plus aucune fillette n'ait à passer sans transition de l'enfance à la maternité.

1- Un projet réalisé par le photographe Pieter ten Hoopen et la journaliste Sofia Klemming Nordenskiöld à l'initiative de l'ONG Plan international et du Fonds des Nations unies pour la population : <https://www.childmothers.org/>

Faire entendre la voix des enfants de RD Congo auprès de l'ONU

À la demande de ses partenaires en RDC, le BICE a mené au printemps 2022 une formation au plaidoyer. Une expérience enrichissante qui a permis au représentant de notre partenaire Ghovodi basé à Goma d'alerter les Nations unies sur la situation des enfants dans son pays.

Le BICE fait partie des ONG qui bénéficient d'un statut consultatif auprès de l'ONU.

Concrètement, cela signifie par exemple que le BICE peut participer aux sessions du Conseil des droits de l'homme et rendre compte des situations que nous relatent nos partenaires sur le terrain : c'est le plaidoyer. La plupart des projets que nous soutenons comportent un volet plaidoyer, aux niveaux local, régional, national, ou international. Bien qu'habités à ces pratiques, nos partenaires d'Afrique ont souhaité les approfondir par une formation. Celle-ci, dispensée par le BICE, s'est déroulée entre avril et juillet 2022 avec 19 représentants de 6 associations.

Le plaidoyer, avec qui et comment ?

Yao Agbetse, coordinateur Plaidoyer international au BICE, revient sur cette formation : « Je suis parti des différentes étapes de ma propre pratique : analyse du contexte, identification des différents acteurs, ceux avec lesquels travailler et ceux à qui adresser le plaidoyer, définition d'une stratégie, suivi et évaluation des résultats. » Afin d'identifier les causes de la situation qu'on souhaite voir évoluer, Yao Agbetse recourt à ce qu'il

appelle un arbre à problèmes. « Prenons l'exemple du décrochage scolaire. Les causes peuvent en être par exemple les mariages précoces ou l'usage du châtiement corporel qui éloigne les enfants de l'école. Notre plaidoyer devra donc cibler les communautés et les parents, mais aussi les inspecteurs d'académie. »

Définir des actions qui portent

Béné Kimathé de Ghovodi, partenaire du programme « Écoles sans murs » en RDC confirme son intérêt : « Nous avons déjà mené des plaidoyers sur des sujets comme la prise en charge des enfants nés de viols, le démantèlement des maisons de tolérance utilisant des enfants, la scolarisation des enfants victimes de violence et leur accès à la justice... Mais nous ne faisons pas de suivis, alors qu'en raison de l'instabilité politique en RDC, nos interlocuteurs changent tout le temps. La formation nous a appris à mieux cibler nos alliés et à vérifier que les engagements obtenus des autorités soient respectés. Nous avons également appris comment faire participer les enfants aux plaidoyers qui les concernent. »

Porter la question de l'éducation en RDC à l'ONU

Cette formation a encouragé nos partenaires à porter leurs plaidoyers au niveau

international. C'est encore Béné Kimathé qui en témoigne, lui qui a eu l'occasion de faire entendre la voix des enfants de son pays à Genève lors de la session du Conseil des droits de l'homme. « Je suis venu parler de l'éducation des enfants en RDC. Nous tenions à évoquer les attaques des groupes armés contre les écoles, ainsi que la question de la place du numérique, suite à l'expérience des années covid où des enfants n'ayant ni électricité, ni télévision, ni connexions, sont restés complètement en marge de l'école. »

De réels impacts

Mais que peut l'ONU face à de telles situations ? L'expérience de Béné Kimathé, dont l'intervention complétait l'envoi préalable de rapports produits dans le cadre d'« Écoles sans murs », est encourageante. « La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit à l'éducation a repris plusieurs de nos propositions qui fixent un cadre à nos dirigeants. Et la voix de l'ONU porte. Sur le terrain, les groupes armés n'attaquent plus les écoles. Et récemment, ils ont laissé passer des matériaux pour la reconstruction de l'une d'elles sans prélever de taxes. » À ces résultats concrets s'ajoute l'écho auprès des communautés. « Nous les ONG, précise Béné Kimathé, devons leur rendre compte de notre action. La rapporteuse a mentionné mon intervention dans un tweet. C'est une fierté. Suite à cela, j'ai organisé une semaine de consultations et une journée portes ouvertes. Avoir pu faire entendre la voix des enfants à ce niveau me donne de la force dans mon travail. »

MERCI À VOUS TOUS QUI APPORTEZ VOTRE SOUTIEN POUR FAIRE RESPECTER LES DROITS DES ENFANTS DANS LE MONDE.

Siège de l'ONU à Genève. Yao Agbetse, coordinateur Plaidoyer international au BICE.



Blanca Fuentes, coordinatrice générale de la fondation *Pedro Poveda*



« Garder ces enfants sur les bancs de l'école les met hors de portée des gangs. C'est la meilleure prévention possible contre la violence. »

Blanca Fuentes est présidente de la fondation *Pedro Poveda*, le partenaire du BICE dans un des pays les plus violents au monde, le Guatemala. Elle revient sur les origines de son engagement pour l'éducation et sur ses espoirs pour les enfants.

Quelle enfant avez-vous été ?

Blanca Fuentes : J'ai grandi dans le département San Marcos, au sud-ouest du Guatemala, dans une fratrie de neuf enfants. J'étais une petite fille très responsable, prenant tout très au sérieux, plutôt timide et introvertie. Mais mon enfance a été joyeuse, entourée de beaucoup d'amour. Mes parents étaient commerçants. Ils étaient surtout très créatifs. Quand les affaires marchaient mal, ils se réinventaient. Ils ont vendu des glaces, puis de la viande, et d'autres choses encore. Ils ont même eu un restaurant, et ma mère une petite fabrique de T-shirts. Ils avaient également ouvert un cinéma dans notre village.

D'où est né votre engagement pour les enfants ?

Après avoir passé mon diplôme d'enseignante pour la petite enfance, j'ai travaillé dans une école d'un quartier très populaire. J'y ai découvert la pauvreté extrême et la violence au sein des familles. J'ai vu également beaucoup de très jeunes enfants se faire enrôler dans des gangs, un problème crucial au Guatemala. C'est toute cette vulnérabilité qui m'a incitée à m'investir dans la défense des droits des enfants, et cela dans le cadre du projet socio-éducatif

promu par l'Association thérésienne de la municipalité de Chinautla. De 2005 à 2012, j'y ai travaillé en tant que coordinatrice du programme de soutien scolaire, et aussi médiatrice auprès des écoles et des autorités éducatives municipales.

Je travaille aujourd'hui encore pour l'Institution thérésienne, mais depuis 2013 en tant que coordinatrice générale de la fondation *Pedro Poveda*, en charge notamment du projet « Écoles sans murs » que nous menons avec le BICE. Ce programme s'adresse à des enfants et des adolescents scolarisés, mais en grande difficulté à tous les niveaux. L'enjeu est de leur permettre de rester dans le système scolaire, et de leur apporter une éducation intégrale, en termes de relations à l'autre, de gestion des conflits et de développement socio-émotionnel. Garder ces enfants sur les bancs de l'école les met hors de portée des gangs. C'est la meilleure prévention possible contre la violence.

Quelles sont vos craintes et vos espoirs pour les enfants ?

La situation des enfants au Guatemala est très préoccupante. Le niveau de corruption des autorités publiques est inquiétant et la protection de l'enfance est loin d'être une priorité pour elles. Le pays se classe deuxième en Amérique latine en termes de malnutrition infantile, avec un taux de 48 %. Le contexte éducatif s'est encore aggravé depuis la covid-19 car les écoles ont été fermées pendant plus de deux ans. La plupart des enfants ont travaillé à distance à l'aide de manuels envoyés, mais sans l'accompagnement d'un enseignant. Aujourd'hui, beaucoup d'élèves de 3^e année ne savent ni lire ni écrire. La bibliothèque, la ludothèque et la salle informatique que nous avons mises en place sont alors un signal fort de notre engagement à leurs côtés.

Je garde ainsi l'espoir quand je vois les progrès que font les enfants grâce à notre projet d'éducation de qualité. Ils se montrent très joyeux, dans un contexte pourtant difficile. Ils se sentent bien dans notre centre. Nous les entourons de bienveillance, ce qui leur permet de trouver un équilibre émotionnel. En grandissant, beaucoup de ces jeunes s'engagent en tant que volontaires dans l'association. Je pense notamment à une jeune fille qui s'était enfuie de chez elle et avait arrêté l'école. Aujourd'hui elle s'en sort bien dans ses études, se montre très volontaire et investie.

Bravo aux lauréates de notre concours de critiques

Lors de la dernière édition de notre festival « **Enfances dans le monde** », nous avons proposé aux professeurs d'inscrire leurs élèves à un concours de critiques du film « School of hope » (L'école de l'espoir) de Mohamed El Aboudi. Un très beau documentaire qui relate la création d'une école pour les enfants de populations nomades dans une région désertique du Haut Atlas. Le jury, composé entre autres, de Stéphanie Gallet de RCF et David Groison du magazine Phosphore, deux médias partenaires du festival, a décerné le prix à deux élèves ex-aequo : Amélie Le Pourvéer, de l'établissement Saint-Yves Sacré-Cœur La Salle à Saint-Brieuc, et Malak Akrama du Lycée Saint-Vincent-de-Paul à Paris (13e). Vous pouvez retrouver leurs critiques sur le site du BICE.

<https://bice.org/fr/festival-enfances-dans-le-monde-concours-de-critique/>

Encore toutes nos félicitations aux gagnantes et un grand merci à tous, enseignants et élèves pour leur participation !

Une nouvelle publication du BICE

La nouvelle publication du BICE « **Bibliothèque, ludothèque et salle informatique – espaces pour la promotion des droits de l'enfant** » présente une bonne pratique systématisée dans le cadre de notre programme « Écoles sans murs » par nos deux partenaires d'Amérique latine, la Fondation *Pedro Poveda* au Guatemala et *Callescuela* au Paraguay. Tous deux ont choisi d'ouvrir dans leur centre une bibliothèque, une ludothèque et une salle informatique pour les enfants en grande vulnérabilité qu'ils accompagnent. Ils mettent ainsi à leur disposition les matériels dont ils sont démunis. La publication décrit cette expérience, démontre son efficacité et donne des pistes pour l'adapter dans d'autres contextes. **Parue en espagnol, cette publication est aussi disponible en français.**



Bon de générosité

À retourner avec votre chèque à l'ordre du BICE
9 rue du Delta – 75009 Paris

Oui, je soutiens le BICE avec un don de :

✂ 50 € 100 € 150 €

Soit, après réduction fiscale

17 €	34 €	51 €
------	------	------

Merci de m'adresser mon reçu fiscal. Si je suis imposable, je pourrai déduire 66% de mon don.

Nom Prénom

Adresse

Code postal [] [] [] [] [] Ville

E-mail

Dans le cadre du Règlement général pour la protection des données (RGPD) vous disposez, en vous adressant par écrit à notre siège, d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement des données vous concernant ou une limitation du traitement. Ces données pourront être utilisées par le BICE et ses partenaires à des fins de prospection. Si vous souhaitez vous opposer à cette utilisation, cochez la case ci-contre

EDP172

PRIÈRE



ENTENDS MA VOIX

Entends ma voix, Seigneur, car c'est celle de tous les enfants qui souffrent et qui souffriront tant que les gens mettront leur confiance dans les armes et dans la guerre.

Entends ma voix quand je Te prie d'insuffler dans le cœur de tous les hommes la sagesse de la paix, la force de la justice et la joie de l'amitié.

Entends ma voix, car je Te parle pour les multitudes qui, dans tous les pays et en tous les temps, ne veulent pas la guerre.

Entends ma voix et donne-nous la force de savoir répondre toujours à la haine par l'amour, à l'injustice par un total engagement pour la justice, à la misère par le partage, à la guerre par la paix, ô Dieu, entends ma voix et accorde au monde ta paix éternelle.

Jean-Paul II